



**Justice Center for the
Protection of People
with Special Needs**

Rapports Obligatoires

Un aperçu des exigences de déclaration pour les dépositaires

Janvier 2019

161 Delaware Avenue, Delmar, NY 12054

www.justicecenter.ny.gov

Loi sur la protection des personnes ayant des besoins spéciaux

Le centre de justice a été créé par la "loi sur la protection des personnes ayant des besoins spéciaux", promulguée au chapitre 501 des lois de 2012. L'intention de cette loi était de créer un ensemble durable de garanties cohérentes pour toutes les personnes vulnérables qui les protégeront contre les abus, la négligence et toute autre conduite susceptible de mettre en danger leur santé, leur sécurité et leur bien-être, et d'assurer un traitement équitable aux employés dont elles dépendent.

Outre la création du centre de justice, la loi sur la protection des personnes ayant des besoins spéciaux prévoit que le centre de justice gère une ligne d'assistance téléphonique à l'échelle de l'État, appelée registre central des personnes vulnérables (VPCR), afin de veiller à ce que les incidents à signaler soient rapidement signalés et fassent l'objet d'une enquête approfondie, que les personnes responsables soient tenues responsables et que les prestataires mettent en œuvre des plans d'action correctifs pour prévenir les incidents futurs.

En outre, la loi sur la protection des personnes ayant des besoins spéciaux identifie certaines personnes qui sont définies comme des rapporteurs obligatoires et exige que ces personnes signalent les incidents à signaler concernant des personnes vulnérables au registre central des personnes vulnérables du centre de justice.

Qui est un rapporteur mandaté?

Les rapporteurs mandatés sont tenus de signaler les incidents à signaler impliquant des personnes vulnérables.

Professionnel des Services Humains | Les professionnels des services humains sont ceux qui ne voient pas nécessairement une personne recevant des services sur une base quotidienne, mais qui interagissent avec elle dans le cadre de la prestation de services professionnels. Pour obtenir une liste complète des professionnels des services à la personne qui sont considérés comme des déclarants obligatoires, veuillez consulter le document d'orientation: Une vue d'ensemble des exigences de déclaration pour les professionnels des services à la personne. ** Le droit des services sociaux, §488*

Responsables | Les responsables sont des personnes employées ou bénévoles dans des établissements ou agences gérés par l'Etat, agréés ou certifiés, relevant de la compétence du centre de Justice. Les consultants, les bénévoles ou les contractants d'organisations ou de sociétés qui passent des contrats avec des établissements ou des agences relevant de la juridiction du centre de justice sont également considérés comme des responsables s'ils ont un contact régulier et substantiel avec une personne recevant des services. ** Le droit des services sociaux, §488 (2)*

Qu'est-ce qu'un incident à signaler? Qu'est-ce qu'une personne vulnérable?

Il existe trois types généraux d'incidents à signaler :

Abus
Négligence
Incident significatif

Les personnes qui peuvent être vulnérables à la maltraitance et à la négligence parce qu'elles dépendent de soignants professionnels dans des installations, des programmes ou des agences gérés, autorisés ou certifiés par l'État.

Les personnes vulnérables ne sont pas nécessairement des personnes handicapées, bien que beaucoup le soient.

Agences de surveillance de l'État

Certains établissements et organismes prestataires agréés, exploités ou certifiés par les organismes de surveillance de l'État suivants relèvent de la compétence du centre de justice.

**Of Bureau des personnes ayant une déficience
intellectuelle**

Bureau de la santé mentale

Bureau des services et soutiens en toxicomanie

**Bureau des services à l'enfance et à la
famille**

département de santé

Département de l'éducation nationale

Quand la déclaration doit-elle être faite?

Si vous êtes un déclarant mandaté et que vous avez des motifs raisonnables de soupçonner qu'un incident à signaler s'est produit et qu'il a été commis par un responsable de garde, vous devez le signaler au RCVP dès sa découverte. Il n'est pas nécessaire que la personne qui reçoit les services subisse un préjudice pour qu'un incident soit à signaler. Le risque de préjudice doit également être signalé.

Même si l'incident à signaler s'est produit dans un établissement ou un programme différent de celui où vous êtes employé, dès que vous vous rendez compte qu'un incident à signaler s'est produit, vous êtes tenu de le signaler au RPACC.

Immédiatement

Immédiatement signifie tout de suite. La notification immédiate peut être retardée pour prendre les mesures nécessaires pour appeler le 9-1-1, mettre en place des mesures de sécurité pour protéger la personne contre d'autres dommages et suivre les procédures internes de l'établissement. procédures internes de l'établissement.

Cependant, aucune procédure interne ne doit retarder de manière significative un signalement au centre de Justice. Le fait que le personnel ne soit pas de service ne justifie pas un retard dans le signalement. Un rapport retardé de plus de 24 heures peut être considéré comme une obstruction

Lors de la découverte

La découverte a lieu lorsqu'un rapporteur mandaté est témoin d'un incident présumé à signaler. La découverte peut également se produire lorsqu'une autre personne, y compris une personne recevant des services ou un membre de sa famille, fournit au rapporteur mandaté un motif raisonnable de soupçonner qu'une personne a été victime d'un incident à signaler.

Cause Raisonnable

Lorsque vous essayez de déterminer si vous avez une cause raisonnable de soupçonner qu'un incident s'est produit, examinez les circonstances, les preuves et les faits que vous connaissez ou auxquels vous avez facilement accès.

Tenez compte de vos propres observations, de vos formations, de vos expériences et de votre bon sens dans votre évaluation:

- La personne a-t-elle été blessée ou y avait-il un risque de blessure?
- Croyez-vous l'explication de la façon dont la blessure s'est produite?
- Vos informations sont-elles fiables?

Chaque rapporteur mandaté a l'obligation personnelle de signaler individuellement un incident suspecté d'être à signaler au Centre de Justice, à moins que plusieurs rapports concernant le même incident ne soient effectués auprès du VPCR et que "l'exception de signalement multiple" soit remplie.

En vertu de "l'exception relative aux déclarations multiples", le seul cas où vous n'êtes pas tenu de déclarer une allégation au VPCR est le suivant:

- Vous savez que l'incident a déjà été signalé au VPCR; ET
- Vous savez que vous avez été nommé dans le rapport en tant que personne ayant connaissance de l'incident.

Si vous n'êtes pas sûr d'avoir des motifs raisonnables de soupçonner qu'un incident à déclarer s'est produit ou si vous n'êtes pas certain que "l'exception de déclaration multiple" est remplie, nous vous encourageons à déclarer l'incident au VPCR.

Obligation de notifier votre agence prestataire

Votre employeur ou votre superviseur ne peut pas vous dire que vous ne pouvez pas faire de déclaration si vous pensez que vous êtes tenu de le faire. Le Centre de Justice ne vous oblige pas à dire à votre employeur que vous avez fait un rapport à la VPCR. Cependant, votre employeur peut exiger que vous fassiez également un rapport interne de l'incident.

Nous vous encourageons à parler à votre supérieur hiérarchique de vos procédures et responsabilités en matière de rapport interne.

Faut-il le déclarer?

Exemple de registre central de l'État

Un garçon de 14 ans vit dans un établissement de traitement résidentiel du Bureau de la santé mentale et passe les week-ends chez lui avec sa famille. Le lundi, ses parents le ramènent au centre de traitement résidentiel où le personnel découvre une brûlure de cigarette sur son cou, qui n'était pas présente le vendredi.

Est-ce que cela doit être déclaré au centre de Justice ?

NON. Dans ce cas, comme il n'y a aucune raison de croire que la brûlure a été causée par un responsable de garde, cet incident ne doit PAS être signalé au centre de justice. Cependant, il doit être signalé au Registre central des abus et des mauvais traitements envers les enfants. Les soupçons d'abus et de négligence à l'égard d'enfants de moins de 18 ans dans une garderie, un foyer d'accueil ou un foyer familial doivent continuer à être signalés au Registre central des abus et des mauvais traitements envers les enfants de l'État en appelant le 1-800-635-1522.

Exemple de conduite

Vous êtes dans la camionnette de l'agence avec des personnes recevant des services et un autre membre du personnel qui conduit la camionnette le conducteur est en train de manger un gros sandwich pour le petit déjeuner tout en conduisant. Pour manger le sandwich, le conducteur a utilisé ses deux mains et a dirigé le véhicule avec ses genoux. Il roulait à 16 km au-dessus de la limite de vitesse dans une zone très peuplée avec beaucoup de circulation de véhicules et de piétons. Il s'est arrêté brusquement à plusieurs reprises. Après le retour à la maison, certaines des personnes qui se trouvaient dans la camionnette vous ont dit qu'elles avaient peur d'avoir un accident.

Exemple d'installation ou de programme différent

Une femme de 25 ans se présente au programme d'adaptation de jour avec une entaille qui saigne au bras. Elle vit dans un établissement certifié par l'Office des personnes ayant une déficience intellectuelle en tant qu'alternative résidentielle individuelle. Elle est transportée entre l'établissement et le programme d'adaptation de jour par une compagnie de transport sous contrat avec l'établissement..

Est-ce que cela doit être signalé au centre de Justice?

OUI. Même s'il n'y a pas eu d'accident et que les personnes recevant des services n'ont pas subi de blessures physiques, il y avait un risque potentiel de préjudice en raison de la façon dont le fourgon était conduit. Lorsque vous décidez s'il existe un motif raisonnable de soupçonner qu'un incident à signaler s'est produit, vous devez tenir compte de vos propres observations, de votre formation, de votre expérience et de votre bon sens pour évaluer la situation. En conduisant avec les genoux et en faisant des excès de vitesse dans des zones bien peuplées, les personnes recevant des services risquent d'être victimes d'un accident de voiture. Dans ce cas, certaines des personnes qui se trouvaient dans le fourgon ont déclaré avoir eu peur pendant qu'elles étaient à bord du fourgon.

Faut-il le déclarer?

Cela doit-il être signalé au Centre de Justice ?

OUI. Cet incident doit être signalé au VPCR, même si le personnel du centre d'accueil de jour ne sait pas si la personne a été blessée au centre d'hébergement individuel ou dans la camionnette.

ou dans le fourgon. Ces deux lieux sont sous la juridiction du centre de justice et le personnel en est le gardien.

Si vous apprenez qu'une personne a été victime d'un incident à signaler dans un autre établissement ou programme, vous êtes tenu de le signaler au VPCR.

Faut-il le déclarer?

Rapport de la personne recevant des services

Une personne recevant des services rapporte qu'un membre du personnel a placé ses mains sur son cou et l'a serré pendant une restriction qui a eu lieu le jour précédent. Vous observez des ecchymoses sur le cou de l'individu

Exemple de personnes recevant des services laissées seules dans un véhicule

A Une personne recevant des services vous dit qu'alors qu'elle était conduite à un rendez-vous médical par un autre membre du personnel, ce dernier s'est arrêté chez elle et l'a laissée seule dans la voiture pendant cinq minutes. La personne recevant des services adopte régulièrement comportement d'automutilation et a besoin d'une surveillance visuelle lorsqu'elle est éveillée.

Exemple d'observation

Vous observez un membre du personnel qui place une personne recevant des services dans une contrainte autorisée, en utilisant la technique appropriée. Pendant la contrainte, la personne commence à crier "viol".

Dépositaire non identifié Exemple

A Une personne recevant des services a le nez enflé et saignant et des ecchymoses "fraîches" sur le visage, la poitrine, le dos et les bras. La personne ne peut pas expliquer ou ne veut pas expliquer comment ces blessures se sont produites, et aucune autre personne recevant des services ou du personnel en service à ce moment-là ne peut expliquer les blessures.

Cela doit-il être signalé au Centre de Justice?

OUI. Vous avez des motifs raisonnables de soupçonner qu'un incident à signaler s'est produit parce que la personne recevant des services vous a rapporté qu'un membre du personnel a placé ses mains sur son cou et que vous y observez des marques de bleus.

Cela doit-il être signalé au Centre de Justice?

OUI. Chaque fois qu'une personne bénéficiant de services est placée dans une situation dans laquelle il existe un risque de préjudice, l'incident doit être signalé. Dans ce cas, la personne recevant des services doit être surveillée pendant qu'elle est éveillée en raison de comportements autodestructeurs.

Est-ce que cela doit être signalé au Centre de Justice?

NON. Vous avez observé qu'un membre du personnel utilisait la bonne technique de contention et ne faisait que tenir les jambes de la personne. Vous avez été témoin d'une restriction correcte, ce qui n'est pas un incident à signaler.

Cet incident doit-il être signalé au centre de Justice?

pour décider s'il existe un motif raisonnable de soupçonner qu'un incident à signaler s'est produit, vous devez prendre en compte vos propres observations, votre formation, votre expérience et votre bon sens pour évaluer les informations qui vous sont présentées. Dans ce cas, la personne présente des blessures multiples et personne n'est en mesure ou ne souhaite fournir d'explication pour ces blessures. Rappelez-vous qu'il n'est pas nécessaire de prouver de manière conclusive que les blessures ont été causées par un gardien et qu'il n'est pas non plus nécessaire d'identifier la personne qui a causé les blessures lorsque vous appelez le VPCR.

Faut-il le déclarer?

Exemple États du superviseur à ne pas signaler

Une personne recevant des services vous dit qu'un membre du personnel lui a donné un coup de pied dans le dos il y a environ une semaine. Vous découvrez un certain nombre de bleus sur son dos, mais vous n'êtes pas sûr qu'ils aient été causés par un coup de pied. Un superviseur vous dit que vous n'avez pas besoin de signaler cet incident au centre de justice.

Cela doit-il être signalé au centre de justice?

OUI. N'oubliez pas que votre employeur ou votre supérieur hiérarchique ne peut pas vous interdire de faire un rapport au VPCR si vous pensez que vous êtes tenu de le faire.

En outre, le centre de justice ne vous oblige pas à informer votre employeur que vous avez fait une déclaration au VPCR. Toutefois, votre employeur peut exiger que vous fassiez également un rapport interne sur l'incident.

Exemple d'accident de voiture

Un membre du personnel emmène un des véhicules de l'agence pour une vidange d'huile. L'employée conduit seule et il n'y a personne qui reçoit des services dans le véhicule. L'employée parlait sur son téléphone portable lorsqu'elle a brûlé un feu rouge et a été heurtée par la circulation en sens inverse. L'employée a été emmenée à l'hôpital et a reçu une contravention.

Est-ce que cela doit être signalé au centre de justice?

NON. Les incidents ne doivent être signalés que si des personnes bénéficiant de services sont blessées ou s'il y a un risque de blessure. Dans ce cas, aucune personne bénéficiant de services n'était à bord du véhicule lorsque l'accident s'est produit.

Comment faire un rapport

Les rapporteurs mandatés peuvent appeler la ligne d'assistance gratuite VPCR 24 heures sur 24 au 1-855-373-2122. Pour les personnes utilisant le New York Relay Service, composez le 7-1-1 et donnez à l'opérateur le numéro de téléphone 1-855-373-2122. Il existe également un formulaire en ligne, ainsi qu'une application mobile, qui permettent de signaler les abus et les négligences. Pour plus d'informations, visitez le site Web du centre de justice à l'adresse www.justicecenter.ny.gov.

Informations que l'on vous demandera de fournir

- Confirmation que des protections immédiates sont en place pour la victime; le 9-1-1 a été appelé, si nécessaire
- Détails concernant la victime, les sujets et les témoins
- Détails de l'incident, notamment la date, l'heure, le lieu et la description de l'incident.
- Agence de surveillance de l'État responsable
- Nom et adresse de l'agence, de l'établissement et/ou du programme du prestataire de soins
- Nom, titre et coordonnées d'autres personnes susceptibles d'avoir les mêmes informations que vous
- Toute autre information susceptible de faciliter l'enquête ou l'examen de l'incident.
- *Il n'est pas nécessaire de connaître toutes les réponses à ces questions pour faire un rapport.*

LIGNE D'ASSISTANCE GRATUITE VPCR 24 HEURES SUR 24 1-855-373-2122

Ce qu'il faut signaler

A loi sur la protection des personnes ayant des besoins particuliers définit trois types d'incidents qui doivent être signalés : les abus, la négligence et les incidents importants. Vous n'êtes pas obligé de savoir quel type d'incident s'est produit pour faire un rapport.

Abus

Un abus est un acte d'un responsable à l'encontre d'une personne recevant des services qui cause ou a le potentiel de causer une blessure ou une altération grave et prolongée de l'état physique, mental ou émotionnel d'un bénéficiaire de services.

Il existe sept catégories des abus : les abus physiques, les abus sexuels, les abus psychologiques, l'utilisation inappropriée délibérée de moyens de contention, l'utilisation de conditionnement aversif, l'obstruction des rapports d'incidents à signaler et l'utilisation ou l'administration illégale d'une substance contrôlée.

Négligence

La négligence est une action, une inaction ou un manque d'attention qui constitue un manquement au devoir d'un responsable de garde et qui entraîne ou risque d'entraîner la mort, une blessure physique ou une altération grave ou prolongée de l'état physique, mental ou émotionnel d'une personne recevant des services.

Le plus souvent, la négligence résulte d'un manque d'attention de la part d'un responsable de garde ou de son incapacité à agir comme l'exigent ses responsabilités.

La négligence peut inclure, sans s'y limiter : le manque de supervision appropriée ; le manque de nourriture, de vêtements, de logement, de soins médicaux, dentaires, optométriques ou

Incident significatif

Tout incident, autre qu'un incident d'abus ou de négligence, qui, en raison de sa gravité ou de la sensibilité de la situation, peut entraîner, ou a le potentiel raisonnablement prévisible d'entraîner, un préjudice pour la santé, la sécurité ou le bien-être d'une personne recevant des services.

Types d'incidents significatifs identifiés dans la loi :

- 1.-Comportement d'un responsable qui n'est pas conforme au plan de traitement d'une personne, à son programme éducatif ou aux pratiques de traitement généralement acceptées.
- 2.-Comportement entre personnes recevant des services, entraînant un préjudice ou un risque de préjudice. 3.
- 3-Toute autre conduite identifiée dans les règlements des agences de surveillance de l'État.

Qu'arrive-t-il à un rapport

Admission

Un membre du personnel qualifié rédige un rapport complet et saisit soigneusement tous les détails de l'incident dans le VPCR. Tous les appels sont enregistrés et un numéro d'incident est attribué à la fin de chaque appel. Le numéro d'incident constitue la preuve que l'incident a été signalé. Ce numéro doit également être consulté par le déclarant s'il a besoin d'ajouter des informations supplémentaires ultérieurement.

Classification

Après l'appel, un incident à signaler est classé comme abus, négligence ou incident significatif.

Assignation

Une fois le rapport classé, un dossier est créé et attribué à l'entité appropriée pour l'enquête. Une fois assignée, l'enquête commence.

Détermination définitive

Indépendamment de la personne qui mène l'enquête, le centre de justice examine les enquêtes sur les abus et les négligences et prend la décision finale quant à savoir si l'allégation est fondée ou non.

Une fois la décision prise, le centre de justice informe la victime et son représentant personnel, le sujet de l'affaire et le directeur de l'agence prestataire, du résultat. Les rapporteurs mandatés et les témoins ne sont pas informés du résultat de l'enquête.

Le centre de justice ne prend pas de décision concernant les incidents significatifs, cependant, une agence de surveillance de l'État peut demander à une agence prestataire de développer un plan d'action correctif s'il y a un sujet de préoccupation.

Confidentialité du rapport

A En tant que rapporteur mandaté, votre identité est confidentielle et ne peut être divulguée publiquement. Vous pouvez demander à ce que votre identité ne soit pas divulguée, mais il peut être nécessaire de la divulguer à la personne qui enquête sur l'incident signalé, afin de s'assurer que l'incident fait l'objet d'une enquête approfondie. Le Centre de Justice fait tous les efforts raisonnables pour protéger l'identité des rapporteurs mandatés, en particulier lorsqu'un rapporteur prétend être victime de représailles pour avoir fait un rapport.

Immunité de la responsabilité

La loi accorde l'immunité aux auteurs de rapports obligatoires contre toute action en justice pouvant résulter d'un acte de bonne foi consistant à fournir des informations au VPCR. Par exemple, si vous faites un rapport au VPCR parce que vous aviez des motifs raisonnables de soupçonner qu'un incident à signaler s'est produit, la personne faisant l'objet du rapport ne peut pas vous poursuivre en justice si l'allégation n'est pas fondée. L'immunité ne sera pas accordée à une personne trouvée coupable d'avoir fait une fausse déclaration intentionnelle.

Protection contre représaille

Les lois de l'État protègent les rapporteurs mandatés contre les représailles. Une agence de l'État, un établissement ou une agence prestataire, une école, une institution médicale ou toute autre institution publique ou privée, ne peut prendre aucune mesure de représailles à l'encontre d'un employé ou d'un agent, telle que définie dans la section 740 (1)(e) de la loi sur le travail, parce que cette personne, agissant de bonne foi, fait un rapport au VPCR.

Défaut de déclaration

Un déclarant mandaté qui omet sciemment et volontairement de signaler à la VPCR des cas présumés de mauvais traitements ou de négligence peut faire l'objet d'un licenciement et peut être poursuivi devant un tribunal civil en vue d'obtenir des dommages et intérêts pour tout préjudice causé par l'omission de faire un rapport.

Obligations Des Rapporteurs Mandatés

Si vous avez un motif raisonnable de soupçonner qu'un incident à signaler s'est produit :

- Vous devez faire un rapport immédiatement après l'avoir découvert
- Votre supérieur ne peut pas vous dire que vous ne pouvez pas signaler un incident.
- Faites un rapport individuel, à moins que "l'exception des rapports multiples" soit applicable.

Ressources et informations de contact

Signalez les cas d'abus ou de négligence : 1-855-373-2122

Signaler un abus ou une négligence TTY: 1-855-373-2123

Pour des ressources et des informations supplémentaires sur le centre de justice, veuillez consulter notre site web à l'adresse suivante :